



RAPPORT

Atelier d'élaboration des modules d'enseignement et de curricula sur l'égalité de genre pour les établissements d'enseignement supérieur à Madagascar

Ibis- Ankorondrano, du 6 au 8 Mai 2013

I. Résumé exécutif

Dans le cadre du lancement et de la mise en œuvre du projet « Avancement des droits des femmes » financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par l'UNESCO, un atelier de trois jours a été tenu à l'hôtel Ibis à Antananarivo du 6 au 8 Mai 2013. Il a pour objectif principal d'élaborer des modules d'enseignement et de Curricula sur l'égalité de genre pour les établissements d'enseignement Supérieur à Madagascar.

Au total une vingtaine de personnes y ont participé : il s'agit des enseignant-e-s issues des six (06) Universités publiques de Madagascar, de l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo, de l'Institut Malgache des Techniques de Planification (IMATEP), de l'Institut Supérieur de Technologie d'Antananarivo (IST-T) ainsi que des représentants des organisations et organismes qui luttent pour l'égalité de genre et le droit des femmes. Ce mélange a permis d'aborder la problématique de l'intégration du genre dans le

milieu éducatif universitaire en tenant compte aussi bien de l'aspect académique que de la dimension pratique du cours que nous allons adopter.

Cinq (05) sessions ont pu être abordées pendant les trois jours. La première portait sur la possibilité et la faisabilité d'adopter l'enseignement de l'égalité de genre au niveau de l'enseignement supérieur. La deuxième a été consacrée aux propositions des modules et chapitres qui constitueront le contenu du cours sur le genre. La troisième a été axée sur les modules se rapportant à la participation publique et politique des femmes. La quatrième session portait sur l'élaboration des modules « Genre et développement ». Ce module a été proposé par les participants étant donné que la promotion de l'égalité de genre est un des points majeurs qui garantissent le développement d'un Pays. La cinquième et dernière session a été focalisée sur les stratégies. Il s'agit d'abord de la stratégie pour appuyer les participants dans leur plaidoyer pour convaincre les différents responsables hiérarchiques et structures au niveau des universités et établissements d'enseignement supérieur pour que ces derniers donnent leur feu vert pour l'enseignement sur l'égalité de genre. Ensuite il s'agit aussi d'une stratégie pour impliquer les étudiants dans les contenus du cours et leur opérationnalisation sur terrain.

Au niveau de la méthodologie, l'approche participative et interactive ont été privilégiées durant la conduite de cet atelier. Sous la supervision et l'animation technique de madame Jane Freedman, spécialiste en genre de la division de l'égalité de genre au siège de l'UNESCO à Paris et professeure à l'université Paris VIII, les participants se sont pleinement investis en apportant leurs connaissances et expériences sur le sujet principal. Comme le choix et la proposition des modules requièrent un travail collectif important, la technique des travaux de groupes a été maintes fois utilisée ainsi que les restitutions en plénière. D'autres participants ayant plus d'expertises sur le genre ont effectué des présentations pour mieux introduire le thème relatif à une session donnée. A l'issue de l'atelier, les participants ont réitéré leur volonté et engagement de travailler avec l'UNESCO pour l'enseignement de l'égalité de genre au niveau de l'enseignement supérieur à Madagascar.

II. Déroulement de l'atelier

JOUR 1 : 6 Mai 2013

La cérémonie du lancement officiel du projet a été organisée en présence de l'ambassadeur de l'Union Européenne à Madagascar, son excellence monsieur Léonidas Tezapsidis. Lors de cette cérémonie, madame Ochanda Alice représentait monsieur Mohamed Djelid directeur du bureau régional de l'UNESCO à Nairobi, et a lu un discours soulignant l'intérêt de l'UNESCO dans le programme. L'ambassadeur de l'UE a ensuite donné un discours dans lequel il s'est félicité de la collaboration avec l'UNESCO sur ce projet, et a souligné la nécessité d'une formation et d'éducation sur l'égalité de genre dans le pays. Ensuite, madame Jane Freedman a donné une brève présentation sur le contenu du projet et les activités prévues pour être réalisées. Cette cérémonie de lancement a été honorée par des participants à l'atelier, ainsi que des représentants d'autres agences des Nations Unies, des représentants de ministères et des médias.

Après le lancement, des discussions de fond concernant l'élaboration d'un cours sur l'égalité de genre et sur l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer pour assurer l'adoption de ce cours dans les programmes universitaires existants, ont tout de suite été entamées. Les participants ont eu à leur disposition deux ressources. La première étant un cours existant développé par l'UNESCO avec les universités de la République Démocratique du Congo dans un projet similaire, la seconde est un module de cours développé pour un Institut supérieur privé dans le pays. Ces ressources leur ont été distribuées pour leur donner un exemple du type de cours qui pourrait être développé. Ainsi les participants ont d'abord travaillé en séances plénières puis en groupe pour développer un plan de cours et un aperçu plus détaillé du contenu du cours.

A l'issue de ces travaux, les participants sont arrivés à un consensus selon lequel le cours sur l'égalité de genre sera adopté au niveau du Licence de trois années (L1, L2, L3) avec trois (3) crédits qui est l'équivalent de trente à trente six (30-36 heures) par an. Il a été convenu que cette allocation serait suffisante pour inclure un enseignement détaillé sur l'égalité de genre et serait acceptable pour les autorités universitaires et collègues en ce qui concerne l'insertion de ces heures dans l'horaire d'enseignement de chaque faculté.

A la fin de cette journée, les participants ont produit quatre versions de plans (en fichier joint) de cours potentiels sur la base de quatre groupes de travail. Madame Jane Freedman a alors synthétisé les résultats des travaux afin de produire un aperçu général du cours qui a été à nouveau discuté et validé le lendemain matin. Pendant le reste de l'atelier, les participants se sont mis à travailler en groupe d'une manière continue pour avoir plus de détails sur le contenu des cours qui ont ensuite été validés par tous.

JOUR 2 : 7 Mai 2013

Chaque nouvelle journée débute par un bref rappel de ce qui a été fait le jour précédent. Pendant cette deuxième journée, les participants ont continué à travailler sur la sélection des chapitres qui vont former le contenu des modules préalablement choisies lors du premier jour, c'est-à-dire les modules pour la première et deuxième année de Licence. Chaque travail de groupe est suivi de présentation en plénière dont les résultats font à chaque fois l'objet de discussions et de clarifications. La nécessité de la prise en compte de la « lunette genre » de manière sectorielle a été mise en exergue. Par exemple Genre et éducation, genre et économie, genre et droit. Toutefois, les participants se sont mis d'accords à ce niveau qu'il faut d'abord commencer par donner aux étudiants les concepts de base fondamentaux en ce qui concerne l'égalité de genre avant de traiter l'aspect opérationnel et sectoriel.

La deuxième partie de la deuxième journée a été assez spécifique dans la mesure où la session sur la participation politique et publique des femmes a été traitée différemment. En fait, madame Noro Ravaozanany du Conseil National de Femme de Madagascar (CNFM) a fait une présentation synthétique de la réalité sur la participation des femmes malgaches au niveau de la sphère de décision politique et publique. Pour cela, elle a partagé un extrait des résultats de l'enquête afro-baromètre sur l'égalité de genre. Les autres participants ont alors pu noter qu'à Madagascar, il existe un gap entre la réalité vécue et la perception de cette réalité par les gens (Cf. enquête afro-baromètre 2012). Ce qui rend difficile la lutte pour la promotion de l'égalité de genre.

JOUR 3 : 8 Mai 2013

Après un rappel des résultats de la deuxième journée, les participants se sont directement mis en groupe pour travailler sur le contenu des thématiques qui vont être enseignés au niveau de la troisième année de Licence pour le cours de l'égalité de genre. A ce niveau, les discussions entre les participants et l'animateur technique ont mis l'accent sur le côté pratique et opérationnel de la nécessité d'adopter la dimension genre dans les projets de développement. Ceci est une nécessité dans la mesure où la conduite des projets doit être genrée pour être efficace et cet aspect serait aussi une stratégie idéale pour convaincre les personnes responsables qui doivent encore être convaincues que finalement la question du genre est transversale. On parle par exemple du Budget sensible au genre (BSG). La dernière partie de l'atelier était une occasion pour tous d'affiner les stratégies non seulement pour impliquer les étudiants dans le cours et le suivi des travaux sur terrain mais aussi pour convaincre les autorités universitaires notamment les Conseils scientifiques de l'adoption des cours sur l'égalité de genre au niveau de leur établissement et département.

III. Les actions suivant l'atelier

- **Rencontre avec le PNUD**

La médiatisation de l'atelier a permis à d'autres acteurs et partenaires à engager des discussions avec l'UNESCO en vue d'une future collaboration dans le cadre du thème sur l'égalité de genre. Parmi ceux qui ont montré leur intérêt figure le PNUD dont la présence à la cérémonie de lancement fut assurée par le représentant de madame la coordonatrice résidente du système des Nations Unies à Madagascar. A cet effet, une rencontre a été organisée dans le bureau de monsieur Jonas Mfouati en présence de madame Deleau Razafimanantsoa qui est l'assistante du représentant résident. De son côté, l'UNESCO a été représenté par mesdames Jane Freedman, Raymondine Rakotondrazaka et monsieur Serzhino Biharisoa. Une brève présentation du projet a été faite et le PNUD a exprimé son intérêt pour l'introduction du cours sur l'égalité de genre au niveau éducatif. Comme proposition, l'UNESCO a émis le souhait d'étendre l'adoption des cours sur l'égalité de genre dans d'autres milieux qui ont un impact énorme sur la vie des citoyens telles l'Ecole Nationale de la Magistrature, l'Ecole de la Gendarmerie ou encore l'Ecole Nationale de l'Administration de Madagascar. En résumé, les deux entités souhaitent la concrétisation de cette collaboration. Le PNUD attend que l'UNESCO lui présente la version finale de ce cours qui est en cours d'élaboration avec les universitaires, et la discussion reprendra.

- **Rencontre avec la représentante du Gender Links**

Dans la logique de la préparation des prochaines étapes pour la mise en œuvre du projet, une rencontre a aussi été organisée avec Gender links pour renforcer la forme et l'axe de collaboration. Cette dernière concerne non seulement la deuxième phase du projet qui est la formation des formateurs dans les six (6) zones d'intervention du projet mais aussi la dernière phase relative aux formations et sensibilisations des 9000 femmes et hommes dans les communautés locales. A l'issue de cet atelier, il a été réaffirmé que Gender links comme le FAWE et Simiralenta va travailler avec l'UNESCO à ce niveau.

- **Rencontre avec deux (2) représentants du Programme d'Appui au Cycle Electoral à Madagascar (PACEM)**

Ils ont été très impressionnés par notre projet et étaient désireux de collaborer avec nous, d'autant plus que l'égalité de genre est une question très importante pour les élections présidentielles, législatives et municipales à venir. Un premier point de la collaboration qui a été convenu, c'est l'organisation conjointe des débats sur l'égalité de genre dans les universités qui participent à notre projet. Cela fera une bonne visibilité et un soutien au projet de l'UNESCO, et permettra également d'avoir un débat plus large sur l'égalité de sexe au sein de la communauté universitaire, les étudiants et les professeurs et autres membres du personnel. Les débats auraient pour thème « Genre et élections ».

- **Rencontre avec le Secrétaire Général du Ministère de l'Enseignement Supérieur**

Nous lui avons expliqué le projet, et lui avons demandé son soutien à obtenir l'accord des présidents d'université pour l'introduction du cours. Ceci fait partie d'une des stratégies proposées lors de l'atelier pour l'intégration du cours sur l'égalité de genre. En effet, il a donné son accord à l'UNESCO pour nous permettre de présenter notre projet lors d'une des prochaines réunions de la conférence des présidents d'université.

IV. LES ACTIVITES ISSUES DES BESOINS EXPRIMES PAR LES PARTICIPANTS DANS LE CADRE DE LA COLLABORATION AVEC EUX

Des besoins plus précis ont été exprimés par les participants à l'issue de cet atelier. La prise en compte de ces besoins a été sérieusement envisagée par l'équipe de l'UNESCO dans la mesure où leur réalisation facilite non seulement l'intégration du cours dans le cursus universitaire mais elle permettra une pérennisation des impacts de notre projet avec les établissements d'enseignement supérieur. La réponse à ses besoins constitue déjà la réalisation des éléments clés définis dans la stratégie d'implication aussi bien des enseignant-e-s que des étudiants. Il s'agit de :

- Organisation d'un atelier de mise à niveau des enseignant-e-s ayant participé à l'atelier pour une appropriation commune du concept et notion de l'égalité de genre, de violences basées sur le genre ainsi que la participation des femmes dans le processus de décision. Nous avons constaté que la plupart des enseignants présent-e-s à l'atelier n'a pas reçu de formation spécifique et approfondie sur l'égalité de genre bien qu'ils en sont très sensibles à la question.
- Collaboration avec les associations d'étudiants sensibles en genre qui pourra jouer un rôle moteur dans les activités de plaidoyer auprès de leurs pairs ainsi que leurs enseignants afin d'avoir un soutien maximum pour la pérennisation de l'adoption des modules sur l'égalité de genre dans les universités à Madagascar.
- Fournir un matériel d'appui « un vidéo-projecteur » pour faciliter l'enseignement du cours sur l'égalité de genre au sein de l'établissement. Cela permettra aussi de motiver nos collègues enseignants qui assureront le cours.

V. LES PROCHAINES ETAPES

Maintenant que le projet est lancé, plusieurs actions sont prévues suite à cet atelier, il s'agit notamment de :

- Finaliser le cours sur l'égalité de genre et procéder à sa validation par les participants à l'atelier
- Travailler avec les collègues dans chaque université afin de soutenir leurs efforts visant à introduire le cours dans les programmes
- Contactez une association d'étudiants faisant la promotion de l'égalité de genre pour organiser avec eux des événements de sensibilisation dans les universités
- Travailler avec les trois associations (Simiralenta, Genderlinks et FAWE) pour organiser la formation des formateurs, et planifier la formation des femmes et des hommes dans les communautés rurales
- Contacter le PACEM pour l'organisation de débats sur l'égalité de genre avant les prochaines élections.

VI. Conclusion

A travers l'organisation de cet atelier, nous avons senti la volonté et l'engagement des participant-e-s universitaires et ceux de la société civile dans le domaine de la promotion de l'égalité de genre. Ils sont prêts à déployer leurs efforts pour que les cours soient intégrés au niveau du milieu éducatif notamment l'enseignement supérieur. Pour ce faire, ils ont sollicité la constance de l'appui de l'UNESCO dans leur démarche sur la base des besoins qu'ils ont exprimé pour mieux pérenniser la promotion du genre après l'acceptation de l'introduction de ce cours. Parmi leurs besoins figurent des appuis matériels et techniques que l'UNESCO et surtout le projet pourrait apporter dans la limite de ses possibilités. Pour terminer, madame Ochanda Alice a officiellement clôturé l'atelier par le discours final dans lequel elle a noté la satisfaction réciproque concernant l'atelier et surtout la volonté réciproque d'aller jusqu'au bout de l'objectif du projet.

IX. Extrait du discours de Madame Ochanda Alice de l'UNESCO au nom du Directeur Régional

Son excellence monsieur le Chef de la Délégation de l'Union Européenne à Madagascar,
Madame, monsieur le représentant de la coordonnatrice résidente du système des Nations Unies à Madagascar,
Mesdames et messieurs les Chefs d'agence et représentants résidents d'organismes internationaux,
Monsieur le Secrétaire Général de la Commission Nationale de l'UNESCO
Mesdames et messieurs les Directeurs généraux et directeurs des Ministères
Mesdames et messieurs les représentants des Universités et établissements d'enseignement supérieur,
Chers participants, Honorable assistance,
Soyez les bienvenus !

Permettez-moi avant tout de prendre la parole au nom de notre Directeur régional, monsieur Mohamed Djelid qui tient à vous excuser son absence pour des raisons professionnelles.

Mesdames et messieurs,

C'est un immense plaisir pour l'UNESCO aujourd'hui de vous recevoir dans le cadre du lancement de ce nouveau projet pour contribuer à l'avancement des droits des femmes à Madagascar. Depuis ces dix dernières années, les préoccupations autour de la question de l'égalité de genre sont devenues incontournables dans la mesure où nous ne pouvons imaginer la possibilité d'un développement sans une réelle considération égalitaire entre les femmes et les hommes qui composent la société. Pour le cas de Madagascar particulièrement, bien que des efforts aient été menés depuis des années par de nombreux acteurs afin de réduire le gap qui existe entre femmes et hommes, la situation mérite encore de nombreux efforts notamment au niveau de l'éducation.

Comme l'éducation figure parmi les principaux mandats de l'UNESCO, nos principaux efforts vont vers le renforcement des capacités du monde universitaire où nous constatons une faiblesse de l'intégration de la dimension genre.

C'est dans cette vision que l'Union Européenne nous a soutenu financièrement pour mettre en œuvre ce projet pendant une période de deux ans dont les axes les plus privilégiés seront la lutte contre les violences basées sur le genre et la participation publique et politique des femmes et la formation ainsi que la sensibilisation des femmes rurales.

Aussi, nous tenons à remercier vivement l'Union Européenne pour cette inestimable contribution sans laquelle ce projet n'aurait pas existé.

Nous remercions également le ministère de l'Enseignement Supérieur, le Ministère de la Population et des affaires sociales pour leur engagement à accompagner ce projet ; les représentants des six Universités de Madagascar ici présents pour leur engagement dans sa mise en œuvre et les associations des femmes pour leur implication effective.

Mesdames et messieurs, chers participants, Honorable assistance, merci de votre aimable attention.

X. Extrait du discours de clôture de madame Ochanda Alice de l'UNESCO- Bureau régional NAIROBI- Kenya

Chers participantes et participants, mesdames et messieurs,

Permettez-moi de vous informer que j'ai pris avec beaucoup de satisfaction les travaux que vous avez effectué pendant ces trois jours. J'ai pu noter votre engagement tant personnel que professionnel.

Mesdames et messieurs, le processus vient juste de commencer. Ce que nous venons de faire est très important, cependant c'est la partie « mise en œuvre » qui est la plus difficile dans la mesure où il faut convaincre les dirigeants universitaires. Nous devons les convaincre que c'est important d'avoir le sujet de l'égalité de Genre dans le programme universitaire. C'est aussi important d'avoir des étudiants qui possèdent une bonne connaissance du genre et l'implication positive de ce thème sur le développement du Pays.

Convaincre ces dirigeants universitaires pour intégrer le programme de l'égalité de genre dans les cours universitaires n'est pas une tâche facile mais en voyant vos engagements depuis ces trois jours, je suis sûr que nous pouvons ensemble relever ce défi.

Aussi, cela demande un fort travail de lobbying et de plaidoyer tant personnel que professionnel que vous avez déjà commencé à partir de cet atelier.

Mesdames et messieurs,

Pour nous du côté de l'UNESCO, nous nous engageons par rapport aux points suivants :

- 1- Faire le plaidoyer en vos noms auprès du Gouvernement, du conseil des présidents des universités pour obtenir leur engagement au processus.
- 2- Assurer la formation bien sûr au niveau personnel mais aussi institutionnel des personnes et entités qui n'ont pas encore d'expériences dans le domaine du genre.
- 3- Fournir les ressources nécessaires disponibles pour assurer la bonne mise en œuvre du projet et la réussite du processus
- 4- Créer un réseau de travail qui sera mis en liaison aux autres réseaux internationaux ayant les mêmes intérêts et objectifs.
- 5- Etablir aussi des liens entre les universités en Europe et celles en Afrique qui disposent des mêmes cours sur l'égalité de genre. Il existe aussi les chaires UNESCO sur le genre et développement dans certaines universités qui peuvent jouer un rôle important dans notre processus. Chers participantes et participants, la démarche pour promouvoir les droits de l'homme n'est pas chose facile et même promouvoir les droits des femmes peut être compliquée et demande énormément de temps.

Chers amis, chers collègues, mesdames et messieurs, après avoir été ici avec vous pendant ces trois jours, je suis convaincu que vous êtes les plus indiqués pour faire cette tâche.

Merci encore pour votre intérêt et engagement pour l'intégration des cours sur l'égalité de genre au niveau de l'enseignement supérieur en particulier et pour l'avancement des droits des femmes en général. Par conséquent, je déclare cet atelier clos.

XI. LISTE DES PARTICIPANT-E-S

N°	Nom et Prénom	Entité/ Organisme	Contact
1	Niandonirina Johanesa	DIFP/ Université de Tana	034 01 989 92 simply.knowledgeseeker@gmail.com
2	Randrianarison Annette	IST - Tana	034 80 303 40 bodoannette@yahoo.com
3	Rakotonirina Voahangy	FAC DEGS/ Université de Tana	033 12 426 27 rakarila@yahoo.fr
4	Rabenoro Mireille	ENS/ Université de Tana/ CNFM	032 42 328 01 mireille.rabenoro1@gmail.com
5	Rakotoniera Zoly	FLSH/ Etudes anglophones, Université de Tana	033 11 531 23 zolyra@yahoo.com
6	Chaminah Loulla	Université de Mahajanga	032 05 579 15 chamiloulla@yahoo.fr
7	Fenotsara Razafy Marie	Université de Toamasina	032 04 767 53 fenotsaramarie@yahoo.fr
8	Landy Soambola Amélie	Université d'Antsiranana	034 07 626 00 landyamelie@gmail.com
9	Ravaoarline Lucie	Université de Tuléar	034 42 715 53 ravaoarlinelucie@yahoo.fr

10	Goussot Patrice	Université de Fianarantsoa	034 80 787 53 goussot@yahoo.fr
11	Rejo Robert	ESSA Forets	033 11 534 42 rrejo@hotmail.com
12	Tolotra Andriamanana	FNUAP	032 43 321 11 andriamanana@unfpa.org
13	Razafindrabe Raymond	IMATEP	034 17 079 53 razafraym@yahoo.fr
14	Ravaozanany Noro	CNFM	034 06 505 74 ravaozanany.noro@gmail.com
15	Rakotoarindrasata Mina	Focus Developement Association	034 15 443 63 rakotoaminah@yahoo.fr
16	Razafimbelo Lily	CIDST	032 45 012 27 lrazafimbelo@yahoo.fr
17	Ramaroson Haingo Vononiaina	SIMIRALENTA	033 37 317 03 ainaramaro@yahoo.fr
18	PAPISY Ialfine	Gender Links	032 05 771 18 madalocalgvt@genderlinks.org.za